

## RAPPORT SUR LES INÉGALITÉS MONDIALES

## Au Rajasthan, la chaleur pousse les paysans à migrer

Le plus grand Etat de l'Inde subit un dérèglement du régime des pluies qui met en péril l'agriculture

## REPORTAGE

DISTRICT DE CHURU (INDE) -  
envoyée spéciale

La terre est sablonneuse, le paysage dunaire, la végétation réduite à quelques *khejri*, de grands arbres résistants aux tempêtes, à la sécheresse et aux températures élevées. Le district de Churu, situé aux portes du désert de Thar, dans le Rajasthan (nord-ouest de l'Inde), est une terre aride, difficile. La moins fertile du pays. Les agriculteurs ne peuvent compter que sur les pluies de mousson pour faire pousser leurs semences et remplir leur réservoir collectif d'eau potable. Le reste de l'année, le ciel n'apporte généralement pas une goutte d'eau. La région ne possède ni rivière ni lac, et les nappes phréatiques sont basses et salinisées.

Des générations de paysans ont appris à cultiver dans ces conditions semi-désertiques, mais depuis quelques années, le savoir-faire et les conditions de vie sont mis à rude épreuve par des vagues de chaleur extrême et la sécheresse. La région de Churu, qui compte deux millions d'habitants, a enregistré, le 1<sup>er</sup> juin 2019, un record de 50,8 °C. Les gens ont d'abord cru à une exception, mais chaque été se transforme en fournaise. Surtout, le régime des pluies a totalement changé, perturbant l'agriculture et l'élevage, qui constituent la principale activité de Churu et du Rajasthan. Près de 70 % de la population en dépendent. Cet Etat représente 12 % de la production de lait en Inde.

« Avant les années 2000, nous avions une pré-mousson en juin, puis, en juillet, la vraie mousson. C'est fini. Cette année, les pluies sont arrivées la dernière semaine de juillet. Les puits étaient à sec; le millet, qui est notre principale culture, a en partie grillé. Ce qui restait a été endommagé juste avant la récolte, en septembre, par des pluies diluviennes. 2021 est catastrophique », raconte Pyrelal Sihag, qui possède six hectares. Laxman Burdak a, lui aussi, perdu de l'argent avec son 1,5 hectare consacré à la culture du *green gram*, une sorte de haricot. Il n'a réussi à produire que neuf quintaux. Trop peu. Alors qu'il avait investi 60 000 roupies (700 euros), la vente ne lui a rapporté que 46 000 roupies. Le paysan a donc subi une perte nette de 14 000 roupies. A



chaque récolte, Pyrelal et Laxman risquent leur exploitation. Autrefois, en cas de coup dur, ils pouvaient vendre une vache et s'assurer une rentrée d'argent frais, mais les nationalistes hindous ont interdit le transport, l'abattage et la consommation des ruminants, animaux sacrés dans la religion hindoue. Lorsque les bovins ne donnent plus de lait, les propriétaires les abandonnent, pour ne pas se ruiner en fourrage. Des milliers de vaches errantes encombrant les villes, les villages et les routes, provoquant des accidents en série, ainsi que les cultures. Les paysans ont dû s'équiper de clôtures en bois ou de fils de fer barbelé.

## Petite hutte

Pour faire face aux aléas, payer les semences, les engrais et les pesticides, les paysans n'ont d'autre solution que d'emprunter. « 90 % des agriculteurs sont endettés », s'empare Ram Ratan Sihag, le président local du syndicat Bharatiya Kisan Union. « Quand la récolte est mauvaise, comme cette année, et qu'ils ne peuvent plus rembourser leurs dettes, les paysans se tournent vers des prêteurs privés, qui pratiquent des taux d'intérêt très élevés, et c'est le début de la fin. En plus, dans le Rajasthan, nous n'avons pas de système de prix minimaux garantis par l'Etat des produits agricoles, comme au Pendjab. » Les deux tiers des prêts agricoles en Inde sont souscrits auprès de créanciers privés à des taux d'intérêt usuriers.

En ce début décembre, le ciel est gris et bas, et les températures ont commencé à chuter. Aux étés torrides succèdent des hivers glaciaux dans la région de Churu. Le mercure descend au-dessous de zéro fin décembre et courant janvier, les températures les plus basses

relevées dans les plaines indiennes. Les frères Ram, dans le village de Satra, ont juste une petite hutte au milieu de leurs terres pour s'abriter du froid ou de la chaleur. L'un d'eux y vit en permanence pour s'occuper des champs. Les deux hommes, qui possèdent huit hectares, ont fait un gros pari en 2021 en décidant d'investir dans l'électrification, pour pouvoir irriguer et tenter une deuxième récolte. Ils viennent pour la première fois de planter des graines de moutarde et du blé. Jusque-là, ils devaient se contenter d'une seule récolte, celle de la mousson. L'hiver, ils s'occupaient de leurs buffles et de leurs chèvres.

Bhami Ram, le plus âgé, a emprunté 600 000 roupies – une fortune – pour électrifier, creuser un puits, s'équiper d'une pompe à eau et de tuyaux d'irrigation. Il n'a reçu aucune aide de l'Etat. « La banque a bien voulu me prêter, car depuis quatre ans je travaille comme installateur de panneaux solaires, j'ai un salaire régulier et je laisse mon frère gérer les terres. Je ne pouvais pas attendre que le gouvernement apporte l'électricité, il

POUR PAYER LES SEMENCES, LES ENGRAIS ET LES PESTICIDES, LES PAYSANS N'ONT PAS D'AUTRE SOLUTION QUE D'EMPRUNTER

ne s'occupe pas des agriculteurs, et je n'avais pas le choix, car les conditions climatiques deviennent tellement difficiles que l'on ne peut plus survivre sans irrigation. » Il aurait aimé investir dans une pompe à énergie solaire, largement subventionnée par l'Etat, mais l'offre ne suit pas. Il faut trois ans d'attente, assure-t-il.

Le Rajasthan, le plus grand Etat de l'Inde, figure parmi les quatre régions du pays les plus vulnérables au changement climatique. Il représente 10 % de la surface du sous-continent, 5,5 % de la population, 18 % du bétail, mais ne recèle que 1 % de ses capacités en eau. Le réchauffement vient accroître la pression sur des ressources déjà

limitées. Pour les agriculteurs, déjà peu fortunés, le réchauffement se traduit par des baisses de rendement et de revenus, ainsi que des pénuries de fourrage pour le bétail, qui fournit moins de lait.

## Huit bouches à nourrir

« L'agriculture se transforme en une entreprise perpétuellement déficitaire et les agriculteurs sont obligés d'abandonner la culture », résume H. R. Isran, ancien directeur de l'enseignement supérieur au Rajasthan, investi auprès des fermiers. A Molisar Bara, la famille Sihag a dû prendre une décision radicale, quand la rentabilité de ses terres (1,5 hectare) est devenue trop faible. Le père est parti en 2016 à Dubaï. Il est gardien de sécurité sur des chantiers de construction pour environ 9 000 roupies. Il n'est revenu qu'une seule fois depuis son départ. Sa femme et ses cinq enfants le remplacent dans les champs. Avec les grands-parents, il y a huit bouches à nourrir.

Dans le district de Churu, presque chaque famille compte un membre qui a migré dans un pays du Golfe, principalement à Dubaï,

ou dans les villes indiennes. Ranveer Singh Kaswan était enfant de paysans à Jharia, dans le district de Churu. Ses parents lui ont assuré des études. A la fin de celles-ci, il est retourné brièvement dans l'exploitation familiale, avant de tourner la page définitivement. Il a rejoint la ville pour y monter un petit commerce. Il a démarré par un minuscule magasin de jouets, qu'il a agrandi au fil des années. « Je voulais offrir un avenir à mes enfants. Dans l'agriculture, il n'y a aucune sécurité : les coûts sont trop élevés, l'endettement inévitable, les conditions climatiques trop rudes. J'ai démarré avec un prêt de 1 000 euros et chaque année est meilleure », se réjouit-il.

Le passé de Churu n'incite pas à l'optimisme. Cette ville, à l'écart des routes touristiques du Rajasthan, abrite des dizaines de gigantesques *haveli* à l'abandon. Ces palais somptueux et richement décorés furent construits au début du XX<sup>e</sup> siècle par d'opulents marchands qui ont fini par fuir le désert pour aller faire des affaires à Calcutta ou à Bombay. ■

SOPHIE LANDRIN

Pyrelal Sihag dans ses champs, situés près du village de Molisar (Rajasthan), en Inde, le 1<sup>er</sup> décembre. ISHAN TANKHA POUR « LE MONDE »

## Pollution : les populations les plus riches sont les plus émettrices

Les 10 % les plus fortunés de la planète ont pesé à eux seuls pour près de la moitié de toutes les émissions de dioxyde de carbone en 2019

Les populations les plus riches sont aussi celles qui portent une « immense responsabilité » dans le réchauffement climatique. Et donc celles qui devraient être le plus mises à contribution pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à commencer par le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), souligne le Laboratoire sur les inégalités mondiales, rattaché à Paris School of Economics. Or, le personnel politique s'est trop peu attaqué à « l'importante empreinte carbone des très riches », selon le nouveau rapport de ce collectif de chercheurs, publié mardi 7 décembre.

Mesurer l'« inégalité mondiale du carbone », pour reprendre l'intitulé d'un chapitre du rapport, s'avère « encore plus difficile » que

l'évaluation des disparités de revenus et de richesse. Le chapitre sur cette question, sous la coordination de l'économiste Lucas Chancel, s'appuie sur l'empreinte carbone au sens large : à la fois celle des divers secteurs de l'économie, celle liée aux niveaux d'investissements gouvernementaux et celle, notamment, résultant d'inégalités dans la consommation privée. « Lorsque les Nord-Américains importent des smartphones (téléphones) d'Asie de l'Est, les émissions de carbone créées lors de la production, du transport et de la vente de ces smartphones sont attribuées aux Nord-Américains et non aux Asiatiques de l'Est », précise le rapport.

Premier enseignement : les 10 % les plus riches de la planète ont

pesé pour près de la moitié de toutes les émissions de dioxyde de carbone enregistrées en 2019 (47,6 %). A l'inverse, la moitié la moins riche de la population en a généré seulement 12 %. Rapporté aux 7,7 milliards d'habitants sur Terre, chacun a émis cette année-là en moyenne 6,6 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. La part peut cependant varier sensiblement : 1,6 tonne par personne pour la moitié la moins riche de la population, contre 31 tonnes pour chacun des 10 % les plus riches... et 110 tonnes par personne pour la fraction la plus fortunée (1 % de la population).

Dit autrement, l'urgence appelle à des mesures ciblées, d'abord en direction des plus gros émetteurs. L'objectif de contenir le réchauffement climatique à

2 °C de plus d'ici à la fin du siècle, par rapport à l'ère préindustrielle, supposerait une émission moyenne de 3,4 tonnes de dioxyde de carbone par habitant chaque année d'ici à 2050. voire de 1,1 tonne, pour contenir le réchauffement à 1,5 °C. Sur la base de diverses projections, y compris démographiques, ces calculs doivent être « à interpréter avec précaution », est-il néanmoins écrit.

## Des disparités aiguës

De façon générale, la zone géographique à l'empreinte carbone la plus lourde est celle de l'Amérique du Nord : 20,8 tonnes par habitant en 2019. Avec d'importantes nuances, toutefois. En Asie orientale, en raison de la présence de la Chine, ou au Moyen-Orient, les

10 % les plus riches au niveau local émettent par exemple davantage que ceux en Europe : respectivement 39 et 34 tonnes, contre 29 tonnes. A l'intérieur d'un même pays, les disparités peuvent aussi prendre des proportions aiguës. Prenons le cas de la France : 24,7 tonnes émises par habitant pour les 10 % les plus riches du pays, contre presque 5 tonnes par habitant pour la moitié la moins riche, là où la moyenne nationale s'établit à 8,7 tonnes.

Commentaire du Laboratoire sur les inégalités : « Lorsque les politiques carbone sont mal conçues et ne tiennent pas compte du contexte socio-économique dans lequel elles sont mises en œuvre, elles peuvent facilement échouer et générer de la méfiance, rendant les

politiques environnementales injustes. » Un rappel important à quatre mois de la présidentielle française. Fin 2018, le mouvement des « gilets jaunes » avait pour point de départ une protestation d'automobilistes contre la perspective d'une hausse générale de la taxe carbone.

Plutôt qu'un taux uniforme, le Laboratoire sur les inégalités plaide, entre autres possibilités, pour l'instauration d'une taxation progressive sur le carbone, suivant notamment le niveau des émissions mais aussi de richesse des individus. Il s'agit, selon le rapport, d'un « instrument utile » à mettre en place pour « accélérer la réduction des émissions de carbone chez les plus riches ». ■

ADRIEN PÉCOUT